

et créer une commission formée d'un économiste, d'un spécialiste de la faune, de la flore et de la conservation et d'un géologue pour effectuer une enquête minutieuse et faire rapport sur l'avenir du parc. On pourrait aborder le problème de cette façon au lieu d'en faire une question politique. Tous les intéressés en profiteraient, d'après moi, si les deux gouvernement collaboraient entre eux à cette fin.

● (5.50 p.m.)

Pour finir, j'aimerais traiter brièvement, dans le peu de temps qui me reste, du problème indien. C'est une histoire triste et tragique. Le ministre en a hérité, comme d'autres avant lui. Nous ne saurions nous enorgueillir de nos réalisations dans ce domaine. Cependant, la situation semble s'améliorer. Des Indiens sont venus à Ottawa tout récemment pour voir le ministre. Selon un communiqué émis aujourd'hui, le ministre n'a pu les recevoir à cause des personnes qui les accompagnaient. Je demande au ministre de revenir sur sa décision s'il n'est pas trop tard.

J'ignore quels sont tous les autres, mais je connais l'un d'entre eux. C'est un jeune Indien de ma circonscription régi par la loi sur les Indiens. Ce jeune homme a accompli beaucoup de travail pour les habitants de la réserve indienne de Driftpile et agit à Ottawa et ailleurs en qualité de porte-parole des Indiens du Canada. Je crois comprendre que deux de ceux qui sont venus ici n'étaient pas membres de la bande de Fox Lake. Les Indiens de cette bande pouvaient peut-être difficilement venir à Ottawa et plaider leur cause intelligemment devant le ministre; par conséquent, ils ont envoyé des représentants. J'exhorte le ministre à étudier attentivement cette affaire, bien que je comprenne très bien les raisons qui ont motivé son refus. Néanmoins, je crois que chacun d'entre nous doit être disposé à faire des concessions à ce sujet. C'est une concession que le ministre devrait faire.

L'hon. M. Laing: Monsieur le président, si je pouvais à ce stade-ci expliquer l'affaire, le député serait peut-être satisfait. J'ai en effet reçu M. Daniels et M. Sampson, accompagnés d'un député, membre du Nouveau parti démocratique, et d'un honorable représentant de l'autre endroit.

M. Baldwin: Je remercie le ministre de cette précision, et je suis bien aise qu'il les ait reçus. Je suis au courant de la situation depuis quelque temps. Je n'ai jamais soulevé la ques-

[M. Baldwin.]

tion à la Chambre auparavant parce que, je l'ai déjà dit, ce genre de questions ne doit pas faire l'objet de sectarisme politique. Je suis reconnaissant au ministre d'avoir reçu ces gens et j'espère que les choses n'en resteront pas là. Je connais la région; j'y ai été. Il se pose là un problème analogue à celui qui existe dans bien d'autres régions septentrionales de l'Alberta.

Lorsque la Direction des affaires indiennes eut décidé de construire des écoles, on en a construit, mais sans connaître parfois les conditions existantes. Fox Lake en est un exemple caractéristique. Dans cette région, il n'existe absolument aucune possibilité ou circonstance économique favorable. L'école a été construite. Les Indiens, qui aiment beaucoup leurs enfants, sont venus se bâtir de petites maisons au voisinage de l'école, et ils ont subsisté d'ordinaire des seules allocations de bien-être.

Il est absolument essentiel que le gouvernement et les fonctionnaires du ministère apportent le plus grand soin à la désignation des endroits où devront être construites les écoles. Il faut bien tenir compte des vœux des Indiens, même si les hauts fonctionnaires du ministère n'y voient aucun sens, à la lumière de leur savoir. Toutefois, lorsqu'il y a dissidence, je dirai, en toute déférence, qu'il faut tenir compte soigneusement des vœux des Indiens. Si l'on avait agi ainsi dans ce cas, comme on aurait dû le faire dans la réserve avoisinante de Habay, ces problèmes n'existeraient pas.

Je suis heureux de constater que la Direction des affaires indiennes se soit transformée en sous-comités. J'espère que ces sous-comités feront part de leurs opinions aux Indiens de façon honnête, intelligente et réaliste et qu'ils écouteront les opinions des Indiens, ce qui est encore plus important. J'ai parlé au député des Territoires du Nord-Ouest. Nous espérons que la visite de nos régions se fera au milieu de l'hiver, lorsque les conditions sont au pire, lorsque les problèmes de la pauvreté, du manque d'instruction et de la pénurie de logements sont à leur point culminant. J'espère qu'on fera de même dans tout le Canada. Ainsi, même si nous ne résolvons pas le problème, nous aurons au moins tenté de façon juste et raisonnable de connaître les opinions de ceux qui sont les plus touchés. De cette façon, nous pouvons essayer très sérieusement de résoudre certains problèmes.